



COP30 À BELÉM

FACE AUX NÉGOCIATIONS PAR LES RICHES POUR LES RICHES, FAISONS ENTENDRE LA VOIX DES PEUPLES!

La COP30, 30^{ème} conférence des signataires de la convention des Nations Unies pour le climat, se déroulera à Belém, au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025. Elle s'annonce comme un moment crucial pour faire entendre la voix des citoyen-nes face au manque d'engagements des États.

Les conséquences du dérèglement climatique sont de plus en plus perceptibles et l'inaction climatique des pays riches ainsi que le simulacre des COP conduisent la planète vers un réchauffement d'environ 3 °C, bien au-delà du seuil critique de + 1,5 °C défini par l'Accord de Paris. Dans le cadre de cet accord adopté en 2015, les États doivent soumettre tous les cinq ans leur plan climat, appelé "contribution déterminée au niveau national" (CDN). On attend donc à Belém les nouveaux CDN des États participants, qui permettent en principe de planifier les politiques nationales et locales à mettre en œuvre, en les adaptant aux réalités et spécificités de chaque pays. Mais les pays riches ne jouent pas le jeu : après le retrait des États-Unis suite à l'investiture de Donald Trump, seuls 64 pays ont soumis leur nouveau plan climat, dont uniquement 6 pays du G20 ! Ce groupe des pays les plus riches représente pourtant 80% de la consommation d'énergie mondiale et est à l'origine de plus de 80% des émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie. Il est affligeant de constater que la France fait partie des pays qui bloquent le dépôt d'un CDN de l'Union Européenne. Le choix de tenir la COP à Belém, située aux portes de l'Amazonie, donne l'occasion de souligner les liens entre justice climatique, lutte contre la déforestation, et respect des droits des peuples autochtones. Ces derniers ont annoncé qu'ils feront entendre leur voix durant les négociations avec un message fort : "La réponse, c'est nous !". Dix ans après l'accord de Paris, cette conférence pourrait bien être la dernière à pouvoir réorienter la trajectoire climatique mondiale, dans un contexte de tensions géopolitiques, de reculs démocratiques, de guerres, de génocide à Gaza, et de désengagement des financeurs historiques, ce qui rend la pression citoyenne plus indispensable que jamais.

Financements climat : les États riches refusent de payer

En 2024, la COP29 devait trouver un accord sur un « Nouvel objectif collectif de financement climat ». Elle a confirmé les réticences des pays les plus riches à prendre des engagements ambitieux et financer le fonds vert pour le climat, qui vise à aider les pays plus pauvres et les plus impactés à faire face aux dérèglements climatiques : 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035 alors que les expert·es de l'ONU estiment que le Sud global (hors Chine) a besoin de 1 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, puis de 1 300 milliards d'ici à 2035.

Autre pomme de discorde, l'origine de ces financements. Depuis plusieurs COP, la finance privée est mise en avant pour pallier les manques d'investissements publics. Nous exigeons des financements publics à la hauteur des enjeux. Ces financements doivent prendre la forme de dons, et non de prêts qui creuseront encore davantage la dette et entraveront la marge de manœuvre politique des pays du Sud en imposant des conditionnalités autrement dit une nouvelle forme de néocolonialisme « vert ».

Halte aux fausses solutions et au greenwashing des États et des multinationales !

Depuis plus de dix ans, les gouvernements des plus grandes puissances, l'agro-industrie, les multinationales et les banques mettent en avant des solutions basées sur le marché et la technologie. Ces décideurs mondiaux nous font croire, avec la cohorte de lobbyistes qui les accompagnent dans les COP, que la marchandisation et la financiarisation de la planète sont le seul mode de protection possible du climat. Selon eux, point de salut sans capitalisme vert. D'où l'importance de décrypter les négociations, de porter nos alternatives et de dénoncer de manière continue les fausses solutions.

Le TFFF de Lula : une fausse solution pour la protection des forêts tropicales

Le projet phare du Président Lula pour cette COP 30 est l'adoption d'un Mécanisme de Financement pour les Forêts Tropicales (Tropical Forest Forever Facility, TFFF). Ce projet, qui rappelle curieusement le mécanisme REDD qui date de bientôt 20 ans, s'inscrit complètement dans cette logique du capitalisme vert : présenté comme un mécanisme « de soutien à l'ensemble des services écosystémiques difficilement commercialisables que rendent les forêts tropicales », le TFFF attribue une valeur monétaire aux services écosystémiques (4 dollars par hectare de forêt existante), prétendument dans le but de les conserver. Or non seulement « ces systèmes vivants ne devraient pas être traités comme des objets ou

des marchandises » mais « selon cette approche, ce qui est gratuit a peu de chances d'être préservé » comme le souligne la Global Forest Coalition² : il s'agira avant tout pour les capitaux privés et publics investis de tirer profit de la préservation de ce « service écosystémique ». L'enjeu est de taille pour les peuples autochtones et les communautés locales qui détiennent ou gèrent 54 % des forêts encore intactes dans le monde. La boussole des gouvernements devrait être toute autre : donner aux communautés le droit de poursuivre en justice les entreprises et les gouvernements responsables de leur destruction, et d'exiger une compensation pour les actions dévastatrices subies ; reconnaître ces forêts tropicales comme des sujets de droits, et non comme de simples fournisseurs de services écosystémiques destinés à être commercialisés ; régler les problèmes structurels : monocultures, élevage intensif, extractivisme...

La production à grande échelle des agrocarburants : une fausse solution énergétique

Les agrocarburants émettent globalement plus de CO₂ que les carburants fossiles qu'ils sont censés remplacer, contribuent fortement à la déforestation et menacent le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Malgré la croissance attendue des « biocarburants avancés », produits à partir de déchets

1. lareponsecestnous.org 2. TFFF : Une fausse solution pour les forêts tropicales, rapport de la Global Forest Coalition, mars 2025 3. Les biocarburants émettent globalement plus de CO₂ que les carburants fossiles qu'ils remplacent, T&E, octobre 2025

et résidus, l'analyse montre que 90% de la production mondiale de biocarburants reposera toujours sur des cultures alimentaires (huiles végétales, cultures sucrières et amidonnières principalement). En 2030, les agrocarburants représenteront la sixième puissance agricole en nombre d'hectares : les cultures agricoles qui leur sont consacrées occuperont une surface équivalente à la France³. Or les négociations internationales encouragent les subventions publiques et les exonérations fiscales pour cette agro-industrie dévastatrice. Il est donc nécessaire de rappeler que les agro-carburants ne sont pas une solution pour le climat et qu'il faut privilégier des solutions alternatives et durables, une autre organisation de nos modes de transport, de production et de consommation, l'efficacité énergétique et la sobriété.

L'Intelligence Artificielle : une fausse solution, une aberration climaticide

Alors que les fausses solutions technologiques et la géo-ingénierie sont toujours à combattre dans les COP, l'intelligence artificielle arrive également dans les discussions. Des lobbies comme KPMG identifient l'IA comme l'un de leurs principaux axes d'intervention à la COP30 : selon eux « l'interaction entre IA, croissance en besoins énergétiques et changement climatique représente à la fois un défi économique et

géopolitique, et une source d'innovation majeure ». Non seulement les GAFAM, et encore plus particulièrement l'IA, posent de graves problèmes démocratiques et sociaux, mais leur impact écologique est important⁴. Du fait de la puissance de calcul demandée, les datacenters ont besoin de plus en plus d'électricité. D'ici à 2030, leur consommation d'électricité sera l'équivalent de celle du Japon. En France, le parc actuel utilise l'équivalent d'une tranche de centrale nucléaire. Si l'ensemble des projets annoncés par le sommet Choose France ont lieu, l'équivalent du parc actuel de centrales nucléaires sera nécessaire. On comprend donc la volonté actuelle de relance du nucléaire, autre fausse solution. De plus, les composants électroniques des datacenters produisent de la chaleur en quantité. Le refroidissement est souvent assuré par de l'eau, parfois potable, alors que celle-ci devient une ressource rare dont l'accaparement se fait aux dépens des besoins de la population. Malgré tous ces inconvénients, la France souhaite être une « terre d'accueil » pour les datacenters et la récente loi relative à la simplification de la vie économique permet de faciliter l'installation des datacenters, en les déclarant « projet d'intérêt national majeur ». Soyons vigilant·es pour que l'IA ne s'impose pas comme une solution dans les négociations internationales sur le climat !

Nos combats pour changer le système, pas le climat

Expulsons les gros pollueurs de la COP !

Depuis des années, Attac mène campagne avec la coalition internationale "Kick big polluters out"⁵ pour que les gros pollueurs ne fixent plus les règles du jeu, que tou·tes les participant·es aux COP déclarent publiquement leurs intérêts, que les lobbyistes de l'industrie des énergies fossiles soient exclu·es des délégations officielles et que les gros pollueurs arrêtent de financer l'action climatique, et enfin pour que les voix de la société civile, et notamment des communautés les plus vulnérables, puissent davantage se faire entendre au sein des COP. Cela est toujours d'actualité alors que TotalEnergies vient d'être condamné pour pratiques commerciales trompeuses le 23 octobre 2025 à l'issue d'une bataille judiciaire de plus de trois ans, menée par Les Amis de la Terre France,

Greenpeace France et Notre Affaire à Tous, avec le soutien de ClientEarth.

Pour en finir avec les banques toxiques : désarmons les bombes climatiques et financières !

Grâce à la pression citoyenne, certaines banques ont été obligées d'annoncer une diminution de leurs financements carbone, et leur retrait massif du charbon a été une importante victoire d'étape. Cependant, les baisses constatées sont largement de circonstance et insuffisantes au regard de l'urgence de la situation : les banques françaises restent championnes de l'argent fossile et le groupe BPCE a même augmenté son financement à l'expansion du secteur depuis 2021⁶. Un changement de cap est nécessaire, et des décisions fortes au niveau

4. Attac fait partie de la coalition Hiatus (hiatus.ooo) qui dénonce l'inféodation des politiques publiques aux intérêts de la tech.

5. <https://kickbigpollutersout.org/fr>

6. Banking on Climate Chaos, rapport 2025

international doivent forcer les banques à réorienter leurs financements vers des activités réellement durables, sans mécanismes de compensation carbone tels que portés par l'alliance bancaire "zéro émission nette", et favoriser la transition vers une société bas carbone.

Pour empêcher les banques de fossiliser notre avenir, Attac a mené une campagne d'alerte⁷ sur ces financements carbone et demande que soit imposé à chaque banque la mise en place obligatoire d'un plan de transition. Cela passera par un renforcement des normes et la régulation du système bancaire : une réorientation des banques vers des impératifs climatiques et de stabilité financière. En France, Attac réclame la mise en place d'un pôle bancaire public, véritable investisseur public « hors marché » de la bifurcation écologique et sociale.

Un autre budget est vital : pour financer la bifurcation écologique, taxons les ultra-riches et les multinationales !

Le projet de budget gouvernemental s'inscrit dans une politique écocidaire : on rogne les dépenses sur les services et les investissements nécessaires à la protection des écosystèmes et à une bifurcation écologique (baisse de plus de 2 milliards d'euros des crédits alloués à la mission écologie dès 2025, réorganisation ou disparition pure et simple des « agences improductives » qui pilotent les politiques écologiques), on autorise des projets destructeurs coûtant des milliards d'euros, et on favorise des politiques dangereuses, par exemple pour la santé, qui à terme vont largement augmenter les dépenses publiques. La fiscalité devrait être un outil pour réorienter les productions et réorganiser écologiquement les politiques publiques. Mais aucun outil fiscal n'est mis en œuvre au service de la bifurcation, ni sur le bâti, ni sur le secteur aérien ou la production de véhicules lourds (SUV), ni bien sûr sur les plus riches, alors que le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de 50 % des ménages en France. Traquer les niches fiscales brunes (67 milliards d'euros selon le RAC) devrait également être une priorité pour mettre la fiscalité au service du vivant.

Stop UE-Mercosur et autres accords de libre-échange toxiques

Les politiques de libéralisation du commerce et

d'extension des droits des investisseurs renforcent la division internationale des systèmes productifs, font prédominer le droit des investisseurs sur le droit de l'environnement et la démocratie, et ignorent les exigences climatiques. En orientant le développement économique vers l'exportation et la recherche de compétitivité externe à tout prix, elles rendent les économies et nos sociétés ultra-dépendantes des importations et exportations d'énergies fossiles, et dotent les acteurs économiques des instruments pour empêcher la mise en œuvre de véritables politiques de transition énergétique. Le retour de Trump et la montée des autoritarismes démontrent une nouvelle fois l'échec du système des accords de libre-échange qui a creusé les inégalités à l'échelle mondiale, contribué à la dégradation de l'environnement et sacrifié la petite paysannerie sur l'autel des exportations, pour le bénéfice du capital transnational. L'Union européenne devrait tirer les conséquences de la situation géopolitique et changer urgemment de logiciel commercial. L'accord avec le Mercosur aurait un effet délétère sur le climat, les écosystèmes et la souveraineté alimentaire, en Europe comme dans les pays du Mercosur. Nous avons besoin, au contraire, de régulations accrues du commerce international permettant la protection du climat et des écosystèmes, le bien-être des populations, la qualité des emplois, et la souveraineté alimentaire. Les enjeux de solidarité internationale doivent primer sur l'accroissement sans limite du commerce international.

Pérenniser la loi sur le devoir de vigilance, stopper la dérégulation de la loi Omnibus

La France a été pionnière en 2017 en adoptant une loi sur le devoir de vigilance. Elle oblige les entreprises de plus de 5 000 salarié·es à publier et à mettre en œuvre un « plan de vigilance » pour prévenir les risques d'atteintes graves aux droits humains et environnementaux, plan élargi aux filiales, sous-traitants et fournisseurs. Malgré ses limites (toutes les entreprises ne sont pas concernées, les plans sont insuffisants), cette loi a été saluée comme une avancée historique pour le climat, l'environnement et les droits humains. Une dynamique similaire a été lancée au niveau européen avec l'adoption d'une directive sur le devoir de vigilance : vidée de sa substance (avec l'appui du gouvernement français), elle

7. Pour en finir avec les banques toxiques : désarmons les bombes climatiques et financières, note d'Attac, 2024

est aujourd'hui l'objet de nouvelles attaques. En effet, la loi « Omnibus », présentée en février 2025 par la Commission européenne, a lancé une vaste offensive de dérégulation au niveau de l'Union européenne reprenant les demandes des lobbies de l'industrie et de la finance mais aussi des conservateurs et de l'extrême droite qui souhaitent démanteler les avancées sociales et environnementales européennes. La suppression du devoir de vigilance européen est désormais à l'agenda, avec le soutien d'E. Macron... La COP 30 peut être le moment de rappeler à la Commission européenne et au gouvernement français que la suppression de cette directive nous emmène sur une voie où tout le monde perdra : les populations du Sud global, les peuples autochtones, les travailleur·euses ici et là-bas, les syndicats, les citoyen·nes européen·nes, les femmes et les minorités de genre, l'environnement et le climat, les finances publiques, et les entreprises elles-mêmes !

Réparer la dette climatique des pays du Nord envers les Pays du Sud

L'enjeu de l'annulation de la dette au nom du climat, répond à une nécessité : libérer les pays concernés d'une dette effroyable et inéquitable, qui les empêche de mener une politique environnementale significative et les obligent à développer les exportations à tout prix, augmenter l'extraction et l'utilisation des énergies fossiles, et limiter les investissements écologiques pour pouvoir rembourser la dette. De plus, la reconnaissance d'une dette écologique par les pays les plus riches est une exigence fondamentale. Cette dette écologique provient de la responsabilité des pays les plus riches dans le changement climatique : ce sont eux qui sont les premiers responsables de la destruction de la biodiversité et du pillage des ressources, au sein de pays, qui sont, les moins responsables, et les plus impactés par les crises environnementales en cours et à venir. Pour libérer les peuples du fardeau de la dette, pour financer les

politiques de bifurcation écologique, pour la justice climatique, il faut annuler les dettes et reconnaître la dette écologique du Nord envers le Sud !

Transport et fret ferroviaire, un enjeu de justice sociale et environnementale

Pour faire face aux dérèglements climatiques, de nombreuses luttes sont à mener localement. La défense du train est l'une d'entre elles, raison pour laquelle nous menons la campagne "Nos lignes de train sont vitales" avec l'Alliance écologique et sociale et la Déroute des routes. Le transport représente le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, avec 32% des émissions. Le transport ferroviaire des marchandises est 10 à 14 fois moins polluant que le transport routier. Pourtant, la liquidation de l'entreprise publique FRET SNCF est effective depuis le 1^{er} janvier 2025, les lignes de desserte fine du territoire - pourtant vitales pour le transport quotidien des populations - sont progressivement fermées ou menacées de fermeture. La politique du tout routier c'est encore plus de camions sur les routes, de problèmes de santé liés à la pollution, aux bruits, à la congestion des routes. L'ouverture du transport ferroviaire à la concurrence, avec des conditions scandaleusement avantageuses pour les entreprises privées, va mettre le système ferroviaire en péril et dégrader les conditions de transports et de travail des cheminot·es. Il est urgent de prononcer un moratoire sur les projets routiers, de reporter les investissements publics de la route vers le train, de rediriger les recettes engendrées par les péages des autoroutes vers des alternatives de transport par la nationalisation des profits des autoroutes. Moyennant de bonnes conditions de formation et de rémunération, le ferroviaire est un secteur d'avenir pour l'emploi et la reconversion des salarié·es de la route, des énergies fossiles, de l'aérien. Le financement d'un plan national ambitieux de sauvegarde et de développement du réseau ferroviaire de proximité est donc non seulement possible, mais nécessaire.

Du Sud au Nord, résistances pour la justice climatique

Les peuples autochtones à la COP : "la réponse, c'est nous !"

Dans une déclaration politique ferme et déterminée, les peuples autochtones du bassin

amazonien et de tous les biomes du Brésil rappellent que la COP30 se tiendra sur leur territoire et annoncent "Nous avons toujours été là. Notre soulèvement commence maintenant. La

réponse, c'est nous". Ils seront présents à la COP pour peser sur leur gouvernement et les décisions mondiales. L'Amazonie a déjà perdu plus de 88 millions d'hectares de forêt en raison des activités extractives, principalement l'exploitation minière, l'agriculture et l'élevage... et après les graves incendies de 2023 et les records de sécheresse jamais atteints, tout indique, que la forêt se rapproche d'un point de non-retour. Pourtant, comme le rappelle l'assemblée des peuples autochtones dans sa déclaration en vue de la COP30 : "Depuis des millénaires, nous vivons en Amazonie et la protégeons, en gardant ses écosystèmes intacts pour garantir l'équilibre du climat, de la biodiversité et des cycles de vie. Nous sommes plus de 500 peuples autochtones et plus de 188 peuples isolés, détenteurs d'un savoir ancestral qui a permis de conserver la plus grande forêt du monde, des territoires qui représentent aujourd'hui les plus grands puits de carbone de la planète." Il est donc urgent de porter haut et fort dans la zone officielle de la COP des revendications qui seront largement débattues dans le Sommet des peuples : la reconnaissance et une protection de tous les territoires autochtones, avec un financement direct et une autonomie financière, une représentation et une participation effective dans les gouvernements et les négociations mondiales, la protection des défenseur·ses autochtones en proie à une répression de plus en plus forte, l'inclusion des systèmes de connaissances autochtones, et des zones exemptes d'exploitation dans les territoires autochtones.

Luttes locales et mouvement global

De plus en plus chaque année, le dérèglement climatique nous touche de près, dans nos chairs et dans nos territoires. Les mesures prises par les États lors des COP se révèlent totalement insuffisantes et inefficaces. Il est essentiel que chaque citoyen·ne comprenne d'où viennent ces dysfonctionnements, et c'est à travers les mobilisations locales que l'information est la plus efficace. Or, sur chacun de nos territoires, les multinationales développent des projets écocidaires industriels et agro-industriels, se rajoutant aux désastres déjà en œuvre dans les pays du Sud depuis bien longtemps : méga-bassines, A69, canal Seine-Nord Europe... Ces projets, facilités par la dérèglementation des normes et protections environnementales et sanitaires ainsi que le démantèlement des institutions en charge de l'environnement, se répandent dans tout le pays. Face à ces projets écocidaires, les citoyen·nes, dont les comités locaux d'Attac, se mobilisent avec leurs partenaires dans de larges alliances populaires, en y apportant une analyse économique.

Les luttes localisées contre tous ces grands projets inutiles sont essentielles pour les arrêter : ce qui permet ainsi aux habitant·es des territoires, d'ici et d'ailleurs, de s'éduquer mutuellement dans de larges solidarités, y compris avec tout le vivant. Ces luttes locales participent au mouvement global de désarmement des multinationales au service du capitalisme international. •

Attac à Belém avec des mouvements du monde entier

Une délégation d'Attac France sera présente à Belém pour participer à l'ensemble des mobilisations aux côtés d'organisations alliées comme Attac Argentine ou Global Justice Now. Elle participera à la semaine éco-socialiste du 8 au 11 novembre, et au Sommet des peuples du 12 au 16 novembre. Ce

Sommet, organisé par les mouvements sociaux et citoyens brésiliens et d'Amérique latine à l'occasion de la COP, attend 15 000 citoyen·nes venu·es de toutes les parties du monde pour organiser la résistance collective, et construire des solutions concrètes à la hauteur de la crise.... Le Sommet des

peuples est bien plus qu'un événement en marge de la COP 30 : c'est un cri collectif pour la justice et la planète ! Pour Attac, c'est également une étape dans le processus du Forum Social Mondial (FSM) dont la 17^{ème} édition, sera accueillie du 4 au 8 août à Cotonou, au Bénin.